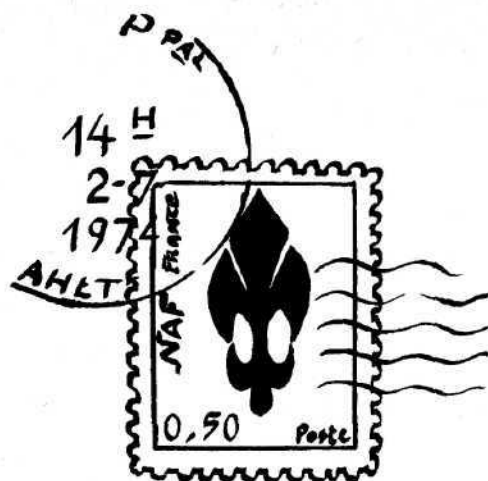


la nouvelle
ACTION FRANÇAISE



**avec
bertrand
renouvin**

**refaire
la
révolution
française**



Monsieur,

Ce petit mot, je vous l'adresse pour vous remercier, et pour vous féliciter d'avoir eu le courage et le désintéressement nécessaires pour nous parler un langage nouveau : celui de la dignité et de la générosité.

Menée avec de faibles moyens, et malgré un sabotage organisé contre elle, votre campagne n'aura pas été sans effet. Maintenant nous aimerions mieux vous connaître et savoir ce que votre mouvement peut apporter de vrai aux jeunes, ou à une mère de famille comme moi.

Que faire, par exemple, pour empêcher que soit votée la loi sur la libéralisation de l'avortement ? Car c'est nous mépriser beaucoup de nous faire un tel cadeau...

Dans l'espoir de pouvoir mieux connaître la nouvelle action française, afin de la faire mieux connaître, je vous prie d'agréer...

Mme G. H.
Mâcon

Monsieur,

La télévision vous a révélé à nous et nous avons voté pour vous, mon mari et moi-même.

Vous nous êtes apparu comme le seul candidat allant vraiment au fond des choses et mettant en relief les vraies causes du malaise. Je rends donc hommage à votre intelligence.

Néanmoins, les contours de votre programme sont encore flous à nos yeux et nous aimerions être tenus au courant d'éventuelles réunions publiques que vous animerez...

En ce qui concerne le second tour, il est évident que nous ne voterons pour aucun des deux candidats restant en présence...

Mme L. P.
Boulogne (92).

Monsieur,

Je fais partie des personnes qui ont voté pour vous. Heureusement que la télévision m'a fait connaître votre candidature, pour vos passages, car autrement, je n'aurais pas eu la joie de connaître vos points de vue qui sont les miens.

Lorsque j'ai reçu l'enveloppe électorale, il y manquait huit feuilles dont la vôtre. J'aimerais, si cela vous est encore possible, que vous me la fassiez parvenir, je vous en remercie par avance.

J'ai bien entendu sur l'antenne de la télévision au journal de 13 heures votre position ferme de ne voter ni pour l'un ni pour l'autre, c'était mon intention dès le début. Ces programmes qu'ils proposent, ce n'est pas acceptable...

Vendeuse dans un monoprix
Lyon.

Cher Monsieur,

Non, monsieur Renouvin, je ne suis pas royaliste et pourtant si la constitution me l'avait autorisé, j'aurais sans aucun doute voté pour vous.

Votre campagne a eu, je vous en assure, beaucoup de retentissement dans la jeunesse ; étant lycéen en terminale, j'ai pu constater son retentissement. Malgré les positions d'une grande partie des jeunes « de gauche » en faveur de l'avortement, votre intervention a marqué, a pesé profondément.

Combien de fois n'ai-je pas entendu dire : « Ah, si je n'entendais dans cette élection que mon cœur et ma raison, je voterais pour Renouvin. » Mais au-delà du cœur et de la raison, il y avait la peur, le changement à gauche et cette fameuse notion de « vote utile » qui vous a empêché d'obtenir le score que vous méritiez.

Monsieur Renouvin, vous n'avez pas promis des machines à laver, des fers à repasser, ou des « voitures-plus-belles-et-moins-chères » dans cette élection.

Vous avez seulement parlé aux Français, sans les prendre pour des « cons », sans faire appel à la démagogie que ce genre de scrutin impose.

Non, Monsieur Renouvin, je ne suis pas royaliste, mais au nom de tous ces jeunes qui vous ont entendu parler sans éprouver la moindre envie de s'en aller, je vous remercie.

Votre campagne a bien été à la hauteur de votre livre, le « projet royaliste ». Merci.

M. Th. L.
Mt-Saint-Aignan (76).

Monsieur Renouvin,

Je tiens à vous dire que je voterai pour vous, car avec Mlle Laguiller vous avez été les seuls candidats à parler avec justesse et franchise et j'espère que beaucoup de jeunes voteront pour vous...

M. T. M.
Thiais (94).

Monsieur Renouvin,

J'ai quinze ans et demi, je suis en seconde C, j'ai une carte à la Jeunesse socialiste, je m'intéresse beaucoup à la politique et suis de près la campagne électorale.

Ce qui m'a étonné en vous c'est votre étiquette politique : vous vous présentez comme un monarchiste. Or, alors que tous les candidats aspirent ou font croire qu'ils aspirent à une société plus démocratique et prolétarienne, cette étiquette monarchiste m'a vraiment frappé. Alors je vous ai écouté lors de vos interventions à la télévision et j'ai lu votre profession de foi. J'ai été encore une fois doublement surpris : votre programme est le contrepied de la politique appliquée par les monarques jadis ; la politique que vous préconisez est relativement démocratique. Vous voudriez que les Français soient des citoyens et non des administrés...

M. T. M.
Beuvry (62).

Monsieur,

Puisque vous nous demandez de vous écrire, je prends la liberté de le faire, en espérant que vous voudrez accorder à ce petit mot quelques instants de votre attention.

Vous demandez des suggestions : que pourrait-on ajouter à vos idées si honnêtement et si clairement exprimées ? Je me contenterai, pour ma part, de rendre hommage à votre campagne, qui m'a semblé, et de loin, être la plus digne et la plus sincère. Cela réconforte, de temps en temps, de voir et d'entendre quelqu'un qui ait encore le cœur et les mains propres. Vous ne serez pas élu, parce que vous ignorez l'art et la manière de « démolir » les autres pour vous faire une place : vous savez parler de la France et des Français sans couvrir de boue vos adversaires. C'est ce profond respect

d'autrui, autant que la justesse et la noblesse de vos propos, qui force mon admiration, bien que je ne sois pas royaliste. Mais j'estime que la vérité est de tous les bords et de tous les milieux. Entre autres, en tant que femme, je ne peux qu'applaudir à votre respect de la vie et partager votre dégoût pour l'avortement, qui me paraît plus grave encore qu'un crime simple, puisque c'est un crime dissimulé, « poli », « civilisé ». Je songe au film américain (« La dernière chance ») passé récemment sur la 1^{re} chaîne : anticipation ou sinistre prophétie réalisable dans un avenir plus proche qu'on ne le croit ?

Peut-être qu'au dernier instant, dimanche, le souci de l'efficacité me fera-t-il voter pour un candidat mieux placé. Mais je souhaite qu'en moi le souci de l'honnêteté l'emporte. Je suis sûre que beaucoup souhaitent vous revoir et vous réentendre et vous suivre dans les mois et les années à venir. Nous autres jeunes attendions depuis longtemps quelqu'un qui soit proche de nous sans démagogie, et qui veuille enfin refaire de la « masse » (!) un peuple. Continuez votre action, même si peu le disent, beaucoup, dans l'ombre, sont avec vous. Je tenais à ce que vous le sachiez...

Mlle C. M.
Lutterbach (68).

Monsieur,

Un groupe d'étudiants de l'Université de Clermont-Ferrand a suivi avec un certain intérêt la campagne électorale : nous avons été particulièrement frappés par votre présence qui tranchait réellement avec une psychose démagogique généralisée trop entretenue par les autres candidats.

Nous avons relevé, avec le plus grand intérêt, que par delà les grands courants de pensée, vous avez élevé le débat à un niveau tout à fait remarquable...

M. M. S.
Clermont-Ferrand (63).

Monsieur,

Je prends ici la permission de vous écrire comme vous mentionnez la possibilité de le faire sur vos fiches électorales. Je me dirige vers des études de sciences économiques et je désirerais que malgré mes seize ans, vous teniez compte de ma lettre.

Je voudrais d'abord témoigner mon admiration en ce qui concerne votre campagne. Elle se distinguait vraiment des autres par votre manière claire et intelligente d'exprimer vos opinions. Vous l'avez qualifiée de « campagne de critique et de réflexion » et j'ai en effet trouvé celle-ci très saine et très argumentée. Votre étiquette de « candidat royaliste » a provoqué quelques réflexions, il faut bien le dire. A l'évocation de monarchie je repense immédiatement à l'asservissement du peuple sous la dynastie des Capet, avec un certain malaise. Mes cours d'histoire de France sont encore assez proches et je revois tout cela avec précision. Pourtant vous ne semblez pas avoir de conceptions aussi tyranniques. Comme vous l'envisagez, la monarchie doit être avant tout une assurance de continuité d'un régime. Mais alors j'aimerais savoir quelles sont vos idées par rapport aux libertés individuelles, à la politique sociale, à la crise économique, à la politique extérieure. Vous insérez-vous entre la droite et la gauche ou bien occupez-vous une place bien particulière ?

Vis-à-vis de la France, vous souhaitez la sauvegarde de son indépendance et son unité intérieure. Ceci me paraît très bien mais j'aimerais des précisions sur votre programme, sur vos idées.

Et la Nouvelle Action Française que vous avez évoquée, j'aimerais savoir pourquoi on n'en parle pas autant que de l'U.J.P. par exemple. Elle m'apparaît digne d'intérêt, pourtant.

EDITORIAL

Rappelez-vous. Ce n'est pas si loin : la mort d'un président et puis brusquement ce vaste remue-ménage. Pendant un mois, une campagne électorale. Au premier tour, ils étaient douze. Vous vous êtes peut-être dit : **décidément, il y en a pour tous les goûts. Il y a même un royaliste !**

Au hasard des temps de télévision, vous êtes tombé sur lui : Bertrand Renouvin. C'était le plus jeune, mais vous avez parfois pensé que c'était le plus grave. Pour l'écouter, il fallait même s'accrocher. Il parlait de l'Etat, de son indépendance, de sa continuité... Ce n'était pas le genre des autres, du moins des plus « grands », ceux qui étaient de la compétition et qui promettaient tout et plus que tout. Lui, ne demandait même pas de voter pour lui ! Il imposait simplement un peu d'attention pour faire réfléchir.

Faire réfléchir ! Ce numéro d'été de la **nouvelle action française** n'a pas d'autre but. Il veut prolonger pour vous, quelques instants au milieu de vos vacances, les idées développées par Ber-

trand Renouvin. Vous ne vous les rappelez pas toutes. Et puis, vous désirez sans doute en savoir un peu plus. La monarchie, la monarchie en cette fin de siècle !

Précisément, dans ce numéro, nous tentons de vous expliquer que la monarchie, c'est votre affaire, dans la mesure où vous êtes Français, citoyens, prisonniers d'un certain système dont vous sentez plus ou moins confusément qu'il ne convient pas face aux enjeux redoutables de ce temps.

Cet état, ces institutions de la V^e République, un passé récent a montré combien ils étaient fragiles. Que se passerait-il si demain il y avait une crise où le régime sombrerait dans ses contradictions ?

Citoyens, nous sentons tous combien nos libertés sont menacées. Dans un livre posthume qui est une sorte de testament, le président Pompidou indique que le plus grand danger que nous courons est le totalitarisme. Il est en train de s'édifier, écrivait-il, **une machine technico-scientifique monstrueuse** aboutissement de la technocratie.

Pour nous en libérer, il faut un Etat à visage humain.

Car la question de nos libertés, c'est celle de notre vie quotidienne, de notre travail, de notre habitat, de notre vie de famille, de nos loisirs, de notre vie intérieure. Nous laisserons-nous enchaî-

ner à une machine dont nous n'avons pas le contrôle. Ou réagissons-nous.

La France contre les robots, écrivait Georges Bernanos, un écrivain royaliste. C'est bien ce dont il s'agit. Notre peuple, pourvu qu'il reste lui-même, garde son âme, ne se laisse pas submerger par les grands impérialismes mercantiles, doit pouvoir réaliser ce modèle de civilisation conforme à son génie. Encore faut-il qu'il reste libre, que demain les décisions qui commandent son avenir ne soient pas prises à Washington, Bonn ou Moscou.

Au terme de cette réflexion, où nous vous demandons de participer activement, nous serions heureux que vous nous fassiez part de vos remarques, de vos suggestions. Nous nous tiendrons à votre disposition pour poursuivre le débat. Ecrivez au siège ou à nos correspondants. N'hésitez surtout pas : toutes ces questions sont trop sérieuses pour que vous les laissiez aux professionnels de la classe politique.

Avec Bertrand Renouvin et les royalistes de la **nouvelle action française**, c'est un nouveau visage de la politique qui apparaît, celui qui vous passionnera tous, parce qu'au-delà des partis, des trafics et du cinéma du pouvoir, il nous met en cause avec l'avenir de notre pays.

N.A.F.

(suite)

En écoutant ce que vous avez dit pendant vos interventions à la télévision, j'ai eu l'impression d'avoir découvert une nouvelle voie politique dont je deviendrai peut-être adepte. Bien que mon entourage m'assure que l'idée de monarchie est désuète, de nos jours, je ne peux me plier à cette idée. Aussi, c'est pour m'assurer que votre royalisme est véritablement quelque chose de bien conçu et qui tient debout que je vous écris...

Mlle Sylvie S.
Châteauroux (36).

Monsieur Renouvin,

Je vous écris au nom d'un groupement de jeunes Lozériens pour vous témoigner toute notre sympathie envers vous comme envers la NAF.

Vos discours, prononcés lors de la campagne électorale, nous ont enchantés. Discours pleins d'émotion, de poésie mais aussi, hélas, de réalité.

C'est pourquoi n'ayant pu vous joindre auparavant, nous serions enchantés de pouvoir vous aider. Nous avons déjà vanté vos mérites au sein des lycéens et normaliens de Mende et, partis quatre à partager vos idées, nous sommes maintenant près de cent. Pour une petite ville comme Mende c'est beaucoup. Nous sommes donc près de continuer la lutte auprès de vous...

M. Thierry G.
Mende (48).

vu par la presse

« Le geste gauche, l'air traqué, un sourire de doux adolescent un peu las, Bertrand Renouvin semble flotter dans un costume trop grand pour lui : celui de candidat à la présidence de la République. A 31 ans, c'est une aventure. Difficile... »

Mai 1968 ! Bertrand Renouvin s'y est senti à l'aise. Et, au-delà de l'événement, on sent qu'il y a trouvé de nombreuses justifications à son combat actuel. Mais la royauté, « l'instauration » — et non la restauration — de la monarchie en France peut-elle résoudre une crise de civilisation ? « Il ne suffit pas d'un Etat, mais il faut d'abord un Etat »...

Ouest-France, 29 avril 1974.

Survient Mai 68. Renouvin observe. Puis juge que les révolutionnaires n'ont pas tort, qu'ils ont même tout à fait raison de poser le problème politique en termes de société : exactement ce que le jeune Maurras révolté des premières années 1900 avait fait à l'égard de la société de la fin du XIX^e siècle.

Le candidat Bertrand Renouvin est-il d'accord avec les thèmes révolutionnaires développés par sa sœur d'élection Arlette Laguiller ? « Avec sa critique de la société, oui. Avec son analyse et sa conclusion, non. Son raisonnement est rem-

pli de schémas bas-marxistes et l'instauration du pouvoir ouvrier ne peut que renforcer celui de la bureaucratie »...

Mais peut-on parler du roi comme d'une simple recette politique, en quelques minutes d'antenne ? Non. La « conclusion royaliste » est affaire individuelle qui viendra au terme d'une réflexion. Voilà pourquoi elle ne sera pas évoquée...

Le Quotidien de Paris, 27 avril 1974.

On a pu dire que la N.A.F. était un rendez-vous de royalistes « gauchistes ». En l'occurrence c'était surtout un rendez-vous de royalistes « contemporains » ayant senti le souffle de mai 1968, ayant brisé là avec le traditionalisme formel de leurs aînés et décidé de dégager leur famille politique du voisinage gênant de l'extrême-droite, de ses mauvais souvenirs et de ses excès.

Malgré tout, défendre des thèses monarchistes, croire au retour du roi, œuvrer à la Restauration, n'est pas chose facile en 1974.

C'est peut-être ce qui donne à Bertrand Renouvin ce visage sombre à la Télévision et, à la radio, cette voix prédicante, au total cette image un peu monacale, trop sérieuse pour son âge. C'est que son projet est ambitieux et grave : donner à penser aux citoyens de la République, aborder des sujets ignorés des autres candidats, remettre en cause l'organisation de l'Etat, préparer une solution dont bien peu de Français sont prêts à entendre l'énoncé sans sourire... »

Le Monde, 28 avril 1974.

la règle du jeu

Le grand sociologue Max Weber aimait dire que l'œuvre du savant consistait à désenchanter le monde. Faut-il désenchanter la politique ? C'est notre conviction. Si l'on considère la tonalité affective, quasi-magique dont certains mots sont porteurs, on se persuade qu'il y a là une œuvre de salubrité publique. *Démocratie*, par exemple ! On a l'impression qu'en le prononçant, beaucoup font la révérence comme devant une altesse. Sésame, symbole de respectabilité, de moralité, de justice ! On ne la définit presque jamais, spontanément on lui accorde toutes les vertus. Cela peut se comprendre par l'histoire récente : l'expérience sanglante des totalitarismes modernes, des camps nazis à l'archipel du Goulag, a mis paradoxalement en valeur des régimes « libéraux », souvent corrompus et dont l'incurie était proverbiale.

De tous temps, les philosophes et les politiques ont considéré que la démocratie était un régime politique au même titre que les autres. Loin de le mettre au-dessus des autres, Aristote considérait qu'il était une dégénérescence du régime républicain (composé d'éléments populaires et élitaires) comme la tyrannie était une dégénérescence du régime monarchique. Il n'y a, a priori, aucune raison de lui conférer toutes les vertus.

C'est pourtant bien ce que l'on fait en considérant par exemple qu'il n'y a pas de meilleur moyen de désigner le chef de l'Etat que l'élection au suffrage universel. Pourquoi voudrait-on à toute fin, que l'élu soit le meilleur parce qu'il a obtenu cinquante pour cent des voix plus une ? Réflexe magique. C'est la règle du jeu, on ne la discute pas. Et pourtant, au nom de quoi ?

« Tant que le jeu des partis n'aura pour but et pour conséquence que la division des Français, l'arbitrage supérieur que requièrent pourtant la situation politique et sociale de la France et la survie de la nation n'a aucune chance d'être réclamé ni accepté. »

Henri, Comte de Paris.
Le Figaro, 11 avril 1974.

La volonté générale ? Qui peut croire, encore, à ce mythe jacobin et totalitaire ? Personne ne croit plus à cette religion républicaine qui eut ses grands prêtres et ses séminaires laïcs. Par contre on croit toujours, d'une foi irraisonnée, que grâce à l'élection les citoyens ont prise sur l'Etat ses grandes orientations et décisions. On croit qu'ainsi le pouvoir trouve son garde-fou, qui l'empêchera de se précipiter dans la tyrannie et l'arbitraire.

C'est l'illusion, la grande bêtise. Les sociologues et les politologues ont fait remarquer que les systèmes parlementaires n'avaient en rien empêché le développement de la technocratie et le renforcement de la bureaucratie étatique. Le régime, loin de sauvegarder nos libertés, a secrété un véritable monstre administratif dont tous les citoyens sont les obligés. Cela est si vrai que le président Pompidou ne craint pas, dans son livre posthume *le nœud gordien*, de mettre en garde contre un nouveau fascisme !

Il faudrait comprendre que l'élection des détenteurs du pouvoir politique ne constitue absolument pas un contre-poids à la technocratie. Pour une raison assez simple : le suffrage ne constitue qu'un blanc-seing donné à une classe politique largement acquise elle-même à la technocratie, ses méthodes et ses conceptions générales. Il suffit de considérer quelle formation ont reçu ses chefs, qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition. Jacques Chirac avait beau jeu de répondre à Jean-Pierre Cot qui avait dénoncé son gouvernement d'énarques : — *Et Michel Rocard, et Jean-Pierre Chevènement ?*

La vérité pure et simple c'est que le pouvoir élu, c'est-à-dire la classe politique, qu'elle se range derrière Giscard d'Estaing ou Mitterrand, fait partie intégrante du système bureaucratique et technocratique. La meilleure preuve, c'est que les adversaires de ce système, ceux qui le refusent, ceux qui veulent le changer n'ont aucune chance dans la compétition électorale. Qu'ils s'appellent René Dumont, Arlette Laguiller ou Bertrand Renouvin, étant hors système, ils s'excluent par principe de la classe politique et apparaissent comme des intrus. Ne

disposant pas des grands appareils politiques, et des fonds considérables qu'ont les candidats reconnus de la classe politique, et donc du système, ils n'ont pas l'accès au pouvoir. D'ailleurs, on sait qu'une modification prochaine de la loi chassera définitivement les intrus de la compétition.

Nous restons donc entre compères, même s'ils sont frères ennemis et si leurs luttes paraissent sévères.

Voilà donc l'élection remise à sa juste place. Cela ne signifie pas que les citoyens, les électeurs ne tentent pas à travers leur suffrage de manifester un vœu, de défendre des intérêts, d'émettre une protestation. Le drame, c'est que tout cela rentre dans le jeu, s'y trouve malaxé, déformé et qu'au bout du compte personne ne s'y retrouve.

Ainsi, le principal enseignement que l'on tire des études de sociologie électorale faites sur le récent scrutin présidentiel, tient dans le fait que le contenu politique du scrutin est identique à la répartition sociale de la population. Incontestablement, en votant pour l'opposition, la part la plus jeune, les catégories les plus modestes et les plus défavorisées ont manifesté une volonté de transformation de leurs conditions de vie et de travail : Mitterrand élu, rien pourtant n'aurait été changé fondamentalement. Il suffit pour s'en convaincre de lire le programme commun, pour se persuader que derrière quelques nationalisations spectaculaires, aucune perspective de décentralisation, de changements des conditions de travail, de logement, de mode de vie, ne s'y dessine. Simple-ment nous nous trouvons devant un projet réformiste modéré du système présent auquel est lié la classe politique.

C'est bien la preuve que ceux qui pensent qu'un projet de société et de civilisation doit être élaboré comme alternative à une société de profit et de contraintes bureaucratiques, dirigée par la caste technocratique, doivent chercher ailleurs. Cela signifie refuser, avec nous, la règle du jeu, pour imaginer autre chose.

Jacques BLANGY

arsenal

revue
bi-mensuelle

n° 10

numéro de rentrée 8 F

le "système giscard"

entretien avec bertrand
fessard de foucauld

une bombe à retardement

Crise de l'Etat. Qui ne l'a ressentie au soir du 2 avril, lorsque fut connu le décès du Président de la République ? Ce soir-là, c'était tout un système qui s'effondrait, malgré la fiction du président intérimaire. C'était même l'Etat qui disparaissait avec son autorité, avec les structures et les pratiques par lesquelles le général de Gaulle avait voulu assurer son indépendance et sa continuité. Plus de Premier Ministre, mais un simple partisan. Plus de Ministre des Finances, mais un simple candidat. Plus de gouvernement, mais un simple comité électoral, par ailleurs divisé contre lui-même. Plus de Parlement puisque les Assemblées à peine réunies se mirent en congé, faute de savoir que faire.

La crise de l'Etat, sensible depuis des mois, apparaissait dans toute son ampleur. Simple accident ? Bien au contraire, la tragédie du 2 avril révèle un vice majeur de la Constitution de 1958 : **elle ne peut assurer la continuité de l'Etat que dans la mesure où la succession est préparée, le successeur désigné.** Faute de cela, c'est le retour au système des partis, aux luttes de clans qui accaparent le pouvoir, c'est la paralysie totale de la machine étatique. Les puissances étrangères y trouvent leur compte, pouvant manœuvrer sans s'exposer aux réactions d'un pouvoir inexistant. Et les citoyens en souffrent, qui doivent attendre les résultats des élections pour que les décisions soient prises.

PEUT-ON SE RASSURER ?

Mais la tourmente est passée, dira-t-on, et nous avons désormais un Président qui décide et un gouvernement qui agit. La crise demeure cependant latente, malgré

les serments d'allégeance du parti majoritaire et les sourires des nouveaux ministres. Car aucune des contradictions majeures de la Constitution n'est résolue, en dépit des mini-réformes souhaitées par Giscard.

C'est que le système demeure parlementaire dans son principe, exposant de ce fait le Pouvoir à l'instabilité. Sans doute, grâce au prestige du général de Gaulle — grâce à la chance aussi — la crise opposant l'Assemblée nationale et le gouvernement a pu être longtemps évitée : un parti majoritaire au Palais-Bourbon, en parfait accord avec le gouvernement et le Président de la République permettait la stabilité des institutions et la continuité dans l'action. Cette tranquillité du pouvoir a disparu depuis l'élection de Giscard d'Estaing, dont le gouvernement se trouve confronté à une majorité UDR beaucoup moins « inconditionnelle » que par le passé. Il lui faut donc manœuvrer, finasser, menacer : le chantage à la dissolution est un argument de poids, de même que l'appel à l'ambition personnelle. Tant pis pour les concessions, les renoncements, si la « sagesse » du député est un jour récompensée par un poste ministériel !

UN CONFLIT INEVITABLE

L'équilibre des pouvoirs peut donc être maintenu, malgré les rancunes nées de la campagne présidentielle et en dépit des oppositions de principes entre les gaullistes « orthodoxes » et les centristes qui occupent aujourd'hui la plupart des postes ministériels. Mais pour combien de temps ? Car les prochaines élections législatives sont déjà au centre des préoccupations du nouveau régime. Avec raison d'ailleurs, puisque **tout peut être remis en question** : que les giscardiens subissent un échec, que la nouvelle majorité parlementaire soit nettement orientée à gauche, et les institutions risquent de voler en éclats. En effet, une majorité de gauche refusera de soutenir un gouvernement giscardien, soit par un vote de censure, soit en ne lui donnant pas les moyens — budgétaires en particulier — de sa politique.

Dès lors, le Président de la République se trouve placé devant un choix crucial :

● ou bien il prononce la dissolution de l'Assemblée, arme à double tranchant car une majorité de gauche peut fort bien être reconduite. Le système constitutionnel se trouve alors **bloqué**, puisque toute

nouvelle dissolution est interdite dans un délai d'un an. Le Président doit donc se soumettre, ou se démettre ouvrant ainsi la voie à une nouvelle campagne présidentielle ;

● ou bien il nomme un Premier Ministre de gauche, avec qui il entrera inmanquablement en conflit. Comme le Président ne peut légalement le renvoyer contre sa volonté, **l'épreuve de force** risque de déboucher soit sur un coup de force du Président, soit sur sa démission.

Ainsi la Constitution de 1958 renferme une véritable **bombe à retardement**, qui risque d'être mise à feu à chaque consultation électorale. Pour la désamorcer, il faudrait modifier radicalement le système, soit en l'infléchissant dans un sens « présidentiel », soit en faisant retour au parlementarisme.

Le malheur est qu'en près de deux siècles, et à travers quatorze constitutions, **on a tout essayé** : tous les moyens d'équilibrer les pouvoirs entre le Gouvernement et le Parlement, tous les arrangements permettant à l'un de décider, et à l'autre de se faire entendre. On a essayé le système parlementaire qui débouche toujours sur l'instabilité institutionnelle, l'immobilisme pratique et sur la fuite devant les responsabilités. On a essayé le système présidentiel, où le gouvernement ne peut être renversé tandis que l'Assemblée ne peut être dissoute : on a eu le 18 Brumaire de Bonaparte et le 2 Décembre de Napoléon III, solutions fatales de conflits inévitables.

CHERCHER UNE AUTRE SOLUTION

Faut-il donc que tout recommence toujours, les mêmes erreurs et les mêmes tragédies ? Faut-il se résoudre à subir éternellement la logique infernale d'un système qui ne convient pas à la France ? Plutôt que de se résigner à ce balancement perpétuel entre l'excès de pouvoir et sa carence totale, entre l'anarchie institutionnelle et la dictature — avec, toujours, le spectre de la guerre civile — il importe de rompre délibérément avec les conceptions héritées du XVIII^e siècle afin de retrouver les conditions de l'indépendance, de la stabilité et de la continuité. **Elles existaient dans la France monarchique.** Elles présideront demain à la restauration de l'Etat.

B. LA RICHARDAIS

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

du côté des indiens

A date fixe, du nord au sud et d'est en ouest, des convois d'attelages plus ou moins hybrides s'ébranlent tout ou long des voies de l'évasion nationalement meurtrières et nationalement fréquentées. Déportant par milliers les démobilisés du « métro-boulot-dodo », les trains se rangent au bord des quais en fièvre. A la vue des bagnoles vides qui passent devant leurs yeux depuis des heures, sans honorer la prière des pouces tendus, sur les bords de nos routes, les auto-stoppeurs ont des envies de suicide.

D'un bout à l'autre des bouchons et des perturbations routières, la faune des exodes estivaux consent parfois à s'extraire des catacombes de ferraille qui la véhiculent. Les chefs de bord envoient leurs passagers se dégourdir les jambes, libérer les vessies, et pestent bientôt contre de tels retards qui finiront bien par faire tomber la moyenne. Et puis les gosses en brillant aussi fort vont mettre à bout la belle-mère qui n'arrive plus à rattraper les mailles de son tricot depuis le dernier péage. « Vie de dingue » aurait fait dire Brétécher à l'un de ses frustrés. Enfin l'hémorragie de tôle s'évanouit dans les montagnes, sur les côtes de France ou d'Espagne. Voilà nos joyeux vacanciers rendus chez les indiens sauvages d'Alsace, du Jura, de Bretagne, de Vendée, d'Occitanie ou de Corse.

PARODIE D'EVASION

La moitié des Français part en vacances, l'autre moitié ne connaît donc pas ce « droit à l'évasion » qui fait la fortune des agences de voyage et des marchands de rêve rançonnant les échappés des murs bétonnés (1).

Le malheur veut que les politiques suivies en matière de tourisme tendent à recréer insensiblement le cadre d'où le vacancier s'était arraché initialement. Les rapports qui se nouent alors entre le syndicat d'initiative local et les vacanciers, le sentiment d'exclusion qu'éprouve la population indigène devant l'afflux de visiteurs étrangers, tout concourt à enfermer le vacancier dans sa condition de touriste à qui le pittoresque sera vendu à bon prix puisqu'il lui faut « du typique », à ce diable.

On comprendra aisément les manifestations d'hostilité rencontrée chez les pêcheurs de l'île de Houat — au large de Quiberon — à l'égard des touristes continentaux quand on apprendra que le Club Méditerranée faillit acheter l'île il y a peu. Les Houatais ne sont pas prêts de goûter les plaisirs de la colonisation. Les fraudes récemment mises à jour dans la délivrance des

permis de construire et dans l'application des clauses de protection du littoral breton, risquent fort d'encourager de vives colères.

Rendus à leur paradis d'élection, sauront-ils, ces migrants de la mer et du soleil sauter les barrières des parcs aménagés à leur intention pour aller à la rencontre d'un pays et de ses habitants ?

L'ENVERS DU DECOR

Puisqu'un groupe de nacistes s'est engagé à ne pas bronzer idiot cet été sur les plages du Languedoc (2), saisissons avec eux l'occasion pour approcher la nouvelle réalité d'une région à qui les « technocrates » ont attribué quasi exclusivement, comme il convient à des économies sous-développées, une vocation touristique. Les nouvelles stations continuent donc de fleurir. Après la Grande-Motte qui fit dernièrement l'objet de scandales révélés par le rapport de la Cour des comptes (dévis sous-estimés), cette année la vedette est le Cap d'Agde, tout prêt d'accueillir d'ores et déjà des milliers de personnes. Si l'architecture y est plus humaine que celle de la Grande-Motte, les prix sont vraiment pour tout le monde : 900 F la location d'un F2, entendez 900 F pour une semaine... Les débrouillards décrocheront peut-être une location pour 750 F, mais ça ne se voit pas souvent ici.

Au Cap d'Agde, les jeunes-cadres-méchants-et-dynamiques trouveront leur bonheur et tout leur saoul de frime, la société des loisirs offrant ici son vrai visage. Allez donc avaler un gorgéon pour accompagner le casse-croûte au « Sir John », le pub le plus snob de toute la côte du Languedoc-Roussillon, et reluquez l'évanouissement qui guette les minets cintrés et gominés, clefs de bagnole tournoyant au doigt, derrière leur verre de lait.

Quittons plutôt l'ambiance guimauve et frelatée du « Sir John » pour l'envers du décor ; les projets d'aménagement du Languedoc. Le dernier en date laisse rêveur. La société des Salins du Midi absorbée par la banque La Hénin était, après l'armée, le plus gros propriétaire de terrains côtiers, et en particulier des terres situées entre Agde et Sète. Ne voilà-t-il pas que le nouveau propriétaire rompt le protocole d'accord établi par les Salins du Midi et la Mairie de Sète. La banque La Hénin entend en effet utiliser ces terrains pour la création d'une véritable métropole touristique qui dépasserait tout ce qui a pu être réalisé à ce jour. L'étang de Thau sera véritablement emmuré.

L'autoroute Béziers-Montpellier entrant en service dès l'an prochain, gageons que tous les pièges seront tendus pour séduire les touristes allemands et nordiques. S'ils en réchappent, le charme bientôt nippon de Port-Baccarès saura les faire succomber. Après le rachat du Lydia, bateau-gadget échoué sur la plage, un important groupe japonais a entrepris d'investir dans cette région plusieurs dizaines de milliards. Le charme des plages japonaises — là-bas toutes ou presque interdites aux baigneurs — devrait-il être recréé sur nos côtes ? Pour faire oublier la catastrophe de Minamata, le Japon enverra ses « charters »... A tous ces touristes étrangers, n'avons-nous rien d'autre à offrir que nos « stations », des cités artificielles où les lumières ne s'allument que trois mois par an ?

LES FLAMANTS ROSES

La politique de déménagement du Languedoc-Roussillon ne pêche pas non plus par sa cohérence. Sur la côte du Roussillon, à Sigeon, s'élabore un projet fantastique. Plusieurs centrales atomiques doivent être construites en bordure de l'étang de Sigeon, les eaux étant utilisées au refroidissement des réacteurs. L'an dernier, les flamants roses désertant Fos depuis quelques temps déjà s'étaient réfugiés auprès des petits étangs de la région. Par suite du sensible relèvement de température, les flamants roses seront à nouveau chassés et rentreront bientôt dans la légende.

Inquiets de l'avenir que leur préparent les « technocrates », contiendront-ils longtemps leur colère ces hommes jusqu'hier enracinés dans une terre et qui se sentent aujourd'hui « étrangers chez eux », au regret de voir « la voix chantante de leur pays devenir attraction » avant sa conversion en valeur marchande ? Le philosophe Pierre Boutang parlait dans une lettre à Abel Pomarède de « ces vigneron, hommes immobiles, hommes libres », dont Abel était un des représentants. Jamais nous ne nous résignerons à vous laisser déposséder tant de vos biens que de votre âme !

Groupe N.A.F. du Camp d'Agde
et Philippe DELAROCHE

(1) Dernier 33 t de François Béranger.
(2) Camp d'été réunissant militants et sympathisants de la N.A.F., du 25 juillet au 10 août. Camping mer et soleil. Route de Rochelongue à Agde.



inquiétudes sur

le travail et l'emploi

Le temps des vacances est plus propice aux préoccupations météorologiques, à la détente physique et mentale qu'à la réflexion sur les problèmes de l'emploi ou du travail. Les quarante heures de travail, les heures supplémentaires passées à l'atelier, au bureau ou dans les transports, on ne veut plus en entendre parler.

Traditionnellement, la France se repose au mois d'août. La production est ralentie, l'économie somnole.

LA PEUR DU CHOMAGE

Pourtant chacun sent que la rentrée sera difficile. Depuis novembre dernier et la crise du pétrole, la récession guette les pays occidentaux. Nos voisins commencent à licencier les travailleurs, dans le secteur de l'automobile par exemple. Les entreprises françaises — surtout après les mesures d'austérité — seront-elles obligées d'en faire autant ?

La grande peur des licenciements collectifs tenaille au plus profond de lui-même l'ouvrier, le cadre. Au retour des vacances, combien d'entreprises françaises fermeront-elles leurs portes ? Qui connaîtra les affres du chômage et des petites annonces, les jours gris où l'on donnerait tout pour retrouver son poste à la chaîne plutôt que de courir sans espoir d'un bureau d'embauche à un autre ?

REDONNER UN SENS AU TRAVAIL

Une fois de plus, les vrais problèmes risquent de passer au second plan devant la volonté de faire face à la crise — ou sous le prétexte d'une crise toujours imminente et qui garde l'économie sous tension.

C'est vrai d'abord pour les conditions de travail. Il est normal et même indispensable qu'une entreprise conçoive son activité en fonction d'une certaine efficacité économique ! Mais au nom d'une efficacité poussée dans ses conséquences extrêmes est née l'organisation scientifique du travail : décomposition des tâches, répétition à l'infini des mêmes opérations sur la chaîne, temps chronométré pour pousser au rendement maximum, normes de travail imposées d'en haut par les bureaux d'études. A l'actif : un accroissement considérable des biens de consommation. Au passif : l'homme transformé en un simple appendice de la machine.

En France ils sont trois millions d'O.S. qui, selon la formule de Taylor, « ne sont pas dans l'entreprise pour penser », condamnés à l'ennui du travail en miettes. Certes on parle beaucoup aujourd'hui de l'usine Volvo, à Kalmar en Suède, où le travail à la chaîne n'existe plus. Si les expériences en cours chez nous (Poclain, Peugeot...) sont encourageantes, elles restent limitées, et coûteuses. Qui incitera — ou obligera — les entreprises à investir dans la recherche des conditions d'un travail plus humain, aussi nécessaire que les économies d'énergie ? Il y a cent ans la majorité des entreprises n'imaginait pas pouvoir survivre sans l'apport productif du travail des jeunes enfants. Il en va de même aujourd'hui, à en croire certains, quant au travail à la chaîne !

Et puis il y a tout le problème des employés de bureau. Souvenons-nous du conflit dans les banques au premier trimestre. Lorsque les tâches manquent d'intérêt, lorsque l'anonymat reflète dans l'entreprise la « foule solitaire », lorsqu'on se retrouve à 25 ans devant un avenir bouché, lorsque les responsabilités sont confisquées par ceux qui sortent des grandes écoles, l'aigreur fait rapidement place à la colère. Réduits à des travaux parcellaires pour un salaire limité, et trop vite dépensé sous la pression d'une publicité insolente mais efficace, beaucoup ont du mal à admettre une vie aussi vide, où le travail et le cadre de vie ne sont pas satisfaisants.

Le travail est à la fois un effort et un accomplissement. C'est ce qui donne un sens à la vie. Il restera toujours des tâches contraignantes. Elles ne seront supportées que si l'homme s'accomplit dans son travail et si l'entreprise, au-delà du salaire, reconnaît le travailleur dans toute sa dignité.

LA REFORME DE L'ENTREPRISE

Lip, vous vous souvenez ? C'était il y a un an. La France avait les yeux tournés vers Lip qui prit alors figure de symbole. Ce fut surtout une prise de conscience généralisée, dans le monde du travail, du problème du pouvoir et de la propriété dans l'entreprise.

A qui le pouvoir ? A l'actionnaire, au bailleur de fonds, aux dirigeants issus des grandes écoles, à l'ensemble des travailleurs ?

Aucune réponse n'est possible si l'on ne prend conscience que l'entreprise intégrée à la vie de la cité lui apporte biens et services, lui

« Si demain on collectivise les usines, cela ne changera en rien le problème fondamental qui fait que ce qui est nécessaire pour sortir le plus grand nombre de produits possible, ce n'est pas nécessairement ce qui peut satisfaire les hommes qui travaillent dans l'usine. »

Simone WEIL
(La condition ouvrière)

procure emploi et travail. L'association travailleur-citoyen, entreprise-cité doit devenir la base d'une transformation des rapports dans l'entreprise comme dans la cité.

Ainsi peut-on imaginer les formules les plus audacieuses, comme les plus prudentes, adaptées à chaque type d'entreprise, à chaque milieu social. Cogestion paritaire à l'allemande, qui implique un engagement réciproque, une corresponsabilité de la part des syndicats, des dirigeants, des actionnaires. Autogestion des travailleurs dans les petites entreprises en création, mais dont les limites nous sont mieux connues avec l'expérience yougoslave. Coopératives ouvrières de production, aujourd'hui au nombre de 640 en France. Société à gestion participative dans lesquelles la représentation des travailleurs reste minoritaire (Projet E. Faure).

Sociétés de partenaires qui louent les capitaux qu'elles investissent. Entreprises des hommes, innovation récente du Centre des Jeunes Dirigeants, dans lesquelles tous les salariés désignent un conseil d'entreprise qui nomme et contrôle un dirigeant. Liste — non limitative — à adapter aux conditions d'efficacité économique.

UNE ECONOMIE DE QUALITE

Tout le monde a dans ses dossiers une « réforme de l'entreprise » : les organisations politiques, syndicales, patronales. Le gouvernement promet un changement pour les mois à venir. Mais tous ces projets buteront sur un obstacle majeur : poser le problème du pouvoir dans l'entreprise nécessite une réflexion préalable sur ses objectifs comme sur la finalité du travail. Peut-on être satisfait de son travail lorsque la société de production vous oblige à fabriquer des objets destinés à disparaître très vite ? La recomposition des tâches autour de produits de qualité ne pourrait-elle casser les rythmes aliénants et peu justifiés ? Ne faut-il pas faire éclater les grosses unités du tertiaire qui vous réduisent à un simple rouage bureaucratique sans influence réelle sur la marche de l'entreprise ?

Mais n'est-ce pas faire place à l'initiative, à la responsabilité ? Pourquoi ne pas essayer ? Même s'il faut du temps pour écarter les routines, d'où qu'elles viennent. « Sociogérer » une entreprise — c'est-à-dire s'y sentir associé pour une œuvre commune en s'insérant dans la vie locale et régionale — n'est-ce pas remettre en question un droit absolu de propriété et des structures politiques nées de préoccupations étrangères aux nécessités de notre temps ?

Une telle révolution des structures et des mentalités ne se fera évidemment pas sans porter atteinte aux privilèges de quelques-uns.

Philippe D'AYMERIES

BROCHURE

**Bertrand Renouvin :
campagne pour
un projet royaliste**

Tous les textes de la candidature de Bertrand Renouvin pendant les élections présidentielles.

PRIX

1 ex. prix franco : 4 F
5 ex. prix franco : 12 F
10 ex. prix franco : 25 F
30 ex. prix franco : 75 F
50 ex. prix franco : 110 F

I.P.N.

B.P. 558

75026 Paris Cedex 01

C.C.P. La Source 33 537-41

non aux concentrations urbaines

Non, ce n'est pas possible ! Dans quelques semaines, dans quelques jours, la plupart d'entre nous seront condamnés à réintégrer les « villes-casernes » au rythme trépidant, les appartements exigus où l'on étouffe, le surmenage et l'ennui. Chaque rentrée dans nos tristes banlieues devient plus difficile à supporter. Retrouver les embouteillages, le bruit, la nervosité, l'agressivité... et surtout, pour ceux qui n'ont pas les moyens de fuir la grande ville chaque fin de semaine, un sentiment d'impuissance, l'impression que ça ne finira jamais.

Pourtant en traversant la France pendant cet été, vous avez découvert — à l'exception des stations touristiques surpeuplées — des coins charmants, dans des contrées peu fréquentées. Comme chaque année, d'ailleurs ! A se demander si les responsables de l'aménagement du territoire ne sont pas un peu fous : nous obliger à vivre onze mois sur un mouchoir de poche alors qu'il y a de la place partout dans notre pays...

LE CRIME DE PARIS

Prenons le cas de la région parisienne. *Un Français sur cinq y habite*. L'ensemble des dix premières villes de France n'atteint même pas le chiffre de population concentrée autour de Paris. Soit dix millions d'habitants sur... 2% du territoire national. C'est absurde. L'asphyxie gagne lentement mais sûrement. La capitale en est même gênée dans son rôle international qu'elle ne peut plus remplir correctement (1).

Le bon sens, et un peu d'humanité, réclament l'arrêt de la croissance de Paris qui a « vampirisé » la nation pendant des dizaines d'années en y drainant une grande partie de sa substance vivante.

Eh bien non ! Au portes de la capitale, Créteil et Bobigny vous attendent, des villes nouvelles de centaines de milliers d'habitants se construisent pour vous accueillir. Selze millions de parisiens en l'an 2000 (hypothèse haute), peut-être seulement quatorze (hypothèse basse).

Pourquoi n'a-t-on pas fait comme en Angleterre depuis 1945 ? Par exemple construire ou renforcer les petites villes dans un rayon d'au moins 50 km, ou sur la grande couronne (100 à 150 km) pour faire respirer Paris. Mais le « schéma directeur » de 1965 — établi sans vous demander votre avis — en a décidé autrement : « On n'arrête pas une ville », paraît-il. « Pour l'urbaniste, la seule manière de prévoir l'imprévisible est de voir grand... telle est la mesure des dimensions de l'inéluctable. »

Malheureusement les villes nouvelles de Melun-Sénart, d'Evry, de Cergy-Pontoise... « colent » à la capitale et ne feront qu'étendre la mégalozone tentaculaire comme dans les pays sous-développés. Les « technocrates » se sont contentés de prolonger les courbes de crois-

sance urbaine des années précédentes, sans voir qu'une ville démesurée finissait par se désintégrer. Tant pis pour ceux qui y habitent.

L'ERREUR DES METROPOLES D'EQUILIBRE

Au départ il s'agissait de contre-balancer la montée de Paris en privilégiant le développement de quelques grandes villes. Une bonne idée, mais dont les résultats risquent d'être catastrophiques. Les « décideurs » sans imagination ont encore raisonné au passé prolongé, victimes de la « servile idolâtrie des grands nombres » (2).

Très souvent l'erreur consiste à privilégier de manière exclusive une « aire métropolitaine » de surface réduite dont la population devrait doubler d'ici l'an 2000. La métropole régionale recommence l'erreur parisienne en « vampirisant » la province qui l'entoure pour enfermer les habitants dans une fourmilière industrielle. Comment a-t-on choisi ces sept métropoles ? En cherchant celles qui possédaient le maximum d'infrastructures, depuis la concentration financière jusqu'au nombre d'emplois en passant par la quantité de lignes téléphoniques. Evidemment cette sélection recoupe les accroissements anormaux de population de certains départements au XIX^e siècle (Nord, Bouches-du-Rhône...), régions portuaires ou marquées par la première révolution industrielle.

Les conséquences sont terribles. Non seulement cela renforce la densité de population dans un paysage souvent déjà mutilé (pays miniers) ou en voie d'être saccagé (Fos), mais ce choix s'est opéré aux dépens des autres régions qu'on ne cherche même plus à faire prospérer.

LE SCENARIO DE L'INACCEPTABLE

Les décisions sont appliquées depuis quelques années. Que se passerait-il si rien ne venait en modifier le cours ? Que deviendrait la France en l'an 2000 si on projetait sur l'avenir les conséquences de ces choix ?

Voilà ce que révèle un document établi à la demande de la DATAR (3) pour mettre en garde sur la gravité de la situation :

— en 1980-1985, par suite de l'échec d'une régionalisation trop timide, les deux tiers de la France (Ouest, Sud-Ouest, Centre) sont abandonnés à leur triste sort de « désert français » tandis que les zones de polarisation (région parisienne, Nord, Est, couloir rhodanien...) connaissent un développement rapide.

— en l'an 2000 la France se trouve cassée en deux car les déséquilibres se sont renfor-

cés. D'un côté deux blocs concurrents, l'un de 25 millions d'habitants (Paris, Basse-Seine, Nord, Est), l'autre de 14 millions autour de Lyon, tous deux en liaison étroite avec l'Europe. De l'autre, quelques « poches de développement » (ex. : Toulouse) et l'apparition de « micro-zones » incapables de se développer et vivant des subsides du pouvoir central.

UN PROBLEME DE CIVILISATION

On ne peut accepter une telle faute. D'abord parce que la vie artificielle des mégalozones nous fait de plus en plus souffrir alors qu'on pourrait vivre ailleurs et autrement. Nous en avons assez de cette vie insensée qui ruine la santé, de cet habitat médiocre qui fait de la télévision une drogue inéluctable, de ces tours et autoroutes urbaines qui désintègrent la ville, décor-reflet de notre vie éclatée entre le travail, les transports et les loisirs.

La grande ville entraîne un despotisme subtil, une tyrannie de techniciens et de bureaux. Il est de plus en plus difficile de résister, seul et sans pouvoirs, dans une masse où l'on n'est rien.

D'autres solutions sont possibles, il suffit de regarder chez nos voisins. L'enjeu de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est rien moins qu'une civilisation.

Michel GIRAUD

(1) Paris, ville internationale. Rapport de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.
(2) Lewis Mumford. La Cité à travers l'histoire (Seuil).
(3) Une image de la France en l'an 2000. Ces rapports sont disponibles à la Documentation française.

zones de p



1980-85

il est possible de

rester au pays

Pour ses congés, il est revenu à la ferme avec sa famille. En ce moment il aide son frère, resté au pays, à cimenter la porcherie. Tout à l'heure, regardant la plaine, il me dira : « Ah, si on avait pu rester... mais voyez-vous, il n'y avait pas de pain pour tous. »

L'ANGOISSE DU DERACINEMENT

Pas de pain pour tous... à Trémargat, quelle part dans cette Cornouaille montagnaise bizarrement rattachée aux Côtes-du-Nord. Il a dû partir au retour du régiment pour éviter le semi-chômage rural. Dix ans après, il n'y a toujours pas de travail. Ce qui a changé, c'est la volonté de plus en plus affirmée des Bretons de trouver du travail chez eux, pas dans la Rhur, pas à Paris. « La Bretagne se vide », « Plus de trains de déportation » disent les affiches. Du travail en Bretagne réclame un peuple qui refuse l'exil.

Pour le travailleur breton — ou charentais, ou comtois — partir c'est le plus souvent disparaître en tant que personne. C'est s'anéantir dans une masse, ressentir l'angoisse du déracinement, l'anonymat, la solitude. Pour trouver du travail, on va en ville... et on s'y dissout, littéralement. La ville géante de 1974 ne joue plus un rôle civilisateur : autrefois carrefour et lieu de rencontres, elle est souvent juxtaposition d'individus étrangers les uns aux autres.

Les associations, les fêtes, les « pardons », tel celui de Saint-Yves à Paris, permettent de

retrouver son identité, son appartenance à une communauté précise, une culture, une manière d'envisager la vie. Mais le mieux n'est-il pas de travailler au pays ?

Travailler au pays, c'est rester dans sa communauté, participer à son développement. Cela n'empêche pas la mobilité : le marin breton reste marin breton à Sumatra ; l'Auvergnat reste auvergnat dans sa boutique de la rue de Tolbiac. Mais l'un et l'autre rêvent de créer chez eux leur affaire : pour l'un son bateau de pêche, pour l'autre son champ et son troupeau.

LA TYRANNIE DES « TECHNOCRATES »

Seulement, voilà ! « On » n'a pas prévu d'employer les Auvergnats en Auvergne. Quant aux Bretons, qu'ils se déplacent ! Qu'ils viennent là où il y a du travail.

Ceux qu'on appelle les « technocrates » ont décidé, de Paris ou de Bruxelles, que les activités industrielles devaient occuper telle ou telle aire géographique : la couronne parisienne, le couloir Rhône-Rhin, la Rhur, les bouches du Rhin. Les activités agricoles, industrialisées à l'extrême elles aussi, occuperont des surfaces proches pour permettre le ravitaillement des secteurs industriels. Le reste deviendra... bases de loisirs. Voilà comment certains « technocrates » voient la France de demain : ils appellent ça « la France aux frontières, dans une perspective européenne ».

L'état incite parfois une firme à installer son unité de production dans un pays « reculé ». Mais :

— Il ne veut pas supprimer la totale dépendance de cette unité par rapport au siège social. Vienne une mauvaise année, un changement de politique, des accords financiers, et l'unité sera transportée en Europe ou... à Hong-Kong. La main-d'œuvre locale veut-elle échapper à l'exploitation dont elle est victime ? La menace d'une fermeture la rendra sage, car pour trois postes à pourvoir il se présente cent personnes comme au mois d'avril dans les Deux-Sèvres. Et si le climat social se détériore vraiment, il y aura des mesures de rétorsion : la grève du Joint Français a coûté 10.000 emplois à la Bretagne.

— Il ferme les yeux devant les « décentralisations-sauvetages ». Pour certaines entreprises, décentraliser c'est d'abord liquider sans trop de mal le personnel parisien (ou d'ailleurs), toucher les primes à la décentralisation et à la création d'emplois, repartir sur des « bases nouvelles » avec un personnel sous-payé et déposé, quand même, son bilan. Le Choletais vient de connaître deux exemples d'échecs avec la fermeture de Perrier qui venait de Bon-neuil, et les abattoirs Cholavi.

Les municipalités — sans ressources suffisantes — sont souvent coupables d'imprudence, trop heureuses de trouver celui qui donnera du travail à la communauté. En cas d'échec, on cherche activement une bonne âme pour reprendre l'activité : vendre au premier venu ou à la très grosse firme rassurante mais qui peut rapidement coloniser tout le pays comme un véritable corps étranger. C'est ce qui risque d'arriver à Antrain-sur-Couesnon (pays de Fougères) si Carrefour rachète une charcuterie industrielle récemment fermée.

Mais qui refuse aux collectivités locales les ressources nécessaires pour disposer d'une certaine autonomie ? Qui bloque le développement régional en refusant l'existence d'échelons intermédiaires efficaces entre Paris et les municipalités ?

FAIRE REVIVRE LES COMMUNAUTÉS MENACÉES

Pourtant des zones d'action surgissent ou plutôt resurgissent. Les « pays » que la centralisation avait fait disparaître, revivent. Là se situe le développement le plus important et le mieux organisé : ainsi la Cornouaille, le Choletais, le Ploermelais, assez forts pour se doter de bureaux d'études et de représentation en liaison avec d'autres organismes régionaux par exemple. Il se crée ainsi toutes sortes de relais exprimant des besoins, proposant des solutions qui s'harmonisent peu à peu, niveau par niveau.

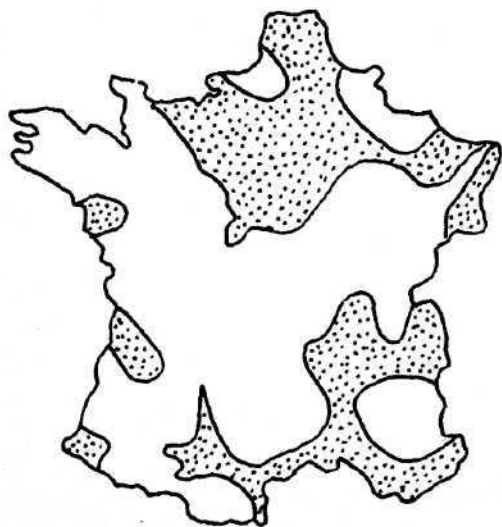
Un tel foisonnement d'initiatives peut faire renaître des communautés menacées. Les hommes évitent sans regret l'anonymat des villes géantes, s'enracinent dans leur terroir et participent à sa prospérité. Une usine de Vendée permet aux communes situées à 30 km à la ronde une vie communale active. Il n'y a pas de « communes-dortoirs » car elles conservent toutes une activité permanente. Les loisirs se prennent dans le cadre de la commune. Le développement culturel est particulièrement marqué en Bretagne avec la multiplicité des fest-noz, des groupes de « folk-celtique ».

Le développement d'un chef-lieu rejaille sur tout le pays. Le Choletais en donne l'exemple. L'expansion considérable de la ville — dont les effets n'ont cependant pas toujours été bien contrôlés — n'a pas nui aux communes voisines qui possèdent des ateliers, et l'économie de profit n'a pas supplanté les considérations humaines : les handicapés sont réintégrés en milieu de travail normal.

Dans le Choletais, on serait plutôt « indépendant », en Cornouailles plutôt « socialiste ». Dans les deux cas il s'agit de développer le « pays », de faire preuve d'imagination et de reprendre à l'Etat les pouvoirs qu'il a confisqués arbitrairement.

Jean-Marie BREGAINT

olarisation



1995-2000

la société industrielle au service des privilégiés

La France a connu de profondes transformations au cours des vingt dernières années. Longtemps retardé par la décolonisation et l'instabilité politique, le démarrage de notre économie apparaît foudroyant : dans son message du nouvel an 1964, le général de Gaulle annonçait un doublement de la production industrielle dans les dix ans ; c'est maintenant chose faite.

Un tel bouleversement se répercute dans la manière de vivre des Français dont le revenu a, en moyenne, doublé pendant ces dix années. L'accès aux biens de consommation — automobile, télévision — combiné à l'allongement des temps de loisir aurait pu amener un mieux-vivre ; il faut reconnaître que beaucoup de chances ont été gâchées.

NOUS DEVENONS DES ROBOTS

Prenons quelques exemples de mutations mal maîtrisées.

Celle du cadre de vie. L'avènement de la « société d'abondance » s'accompagne d'un déracinement des « provinciaux » vers Paris — ce n'est pas nouveau — et surtout des villageois vers la capitale régionale : Rennes polarise le développement économique breton, l'expansion de Tours « désertifie » le reste de la Touraine. Et le spectacle est affligeant : faubourgs et banlieues sans fin, éclatement des centres sous la pression des bureaux et de la circulation automobile, stérilisation de bonnes terres, logements monotones toujours plus chers mais toujours plus petits. La plupart du temps, c'est raté. A cause de la spéculation foncière.

Prenons l'exemple de l'automobile. C'est un moyen de sortir de l'isolement campagnard. A partir d'un certain seuil, elle tue la ville. L'habitat pourrait se disperser. On le concentre sans aucune nécessité.

La télévision peut distraire. Dans les campagnes sans vie culturelle comme dans les villes ennuyeuses, elle devient la seule manière d'occuper ses loisirs. Ce qui aurait pu ouvrir sur le monde laisse place à la fascination devant un univers irréel et à l'appauvrissement de la vie personnelle, familiale et communautaire.

Noyés dans le gigantisme, en position de faiblesse face aux agressions de la publicité, nous tolérons que les vedettes vivent à notre place, nous acceptons de consommer toujours plus d'inutile, de superflu. On nous fait miroiter un monde idéal, enchanteur, à mille lieues de la réalité. On nous vante la vie « sauvage », « naturelle », les chevauchées en Camargue ou les baignades au soleil des Tropiques... dans les couloirs du métro.

Les marchands de loisirs le savent bien, qui jouent sur les frustrations de la vie profession-

nelle et du cadre de vie. Même la maison de campagne, où l'on retrouve l'air pur et le silence, enchaîne un peu plus au travail : il faut travailler dur pour obtenir ce privilège que la vie urbaine permet de moins en moins.

LA DICTATURE DES « MARCHANDS »

La vie moderne recèle une extraordinaire aliénation, c'est-à-dire une dépossession du meilleur de nous-mêmes au bénéfice d'un Système qui ne raisonne qu'en termes de profit. Le promoteur rapace, le banquier envahissant grâce à l'arme du crédit, l'entrepreneur qui attend la grève pour faire des réformes sont quelques-unes des facettes de la dictature des « marchands » qui ne prennent leurs décisions qu'en fonction de la rationalité économique.

Mais il y a plus grave. Les « marchands » sont les maîtres absolus de notre société industrielle : le monde de la publicité, de la télévision, des magazines leur appartient. Ils impriment leur marque dans nos esprits grâce aux images. Ils exercent un véritable magistère intellectuel dans une société où les écrivains, les journalistes se vendent au plus offrant. Ils dictent les modes auxquelles nous adhérons inconsciemment. Et surtout les « marchands » s'imbriquent dans l'espace politique pour plier l'intérêt commun à leurs caprices et à leurs besoins.

C'est que la dimension politique est la plus efficace pour agir sur la société. Le politique s'est laissé coloniser par l'économique. D'où la naissance d'une nouvelle classe dirigeante, détentrice des leviers de commande, qui s'ingénie à mettre en coupe réglée un peuple qui ne demande qu'à vivre autrement.

L'intérêt commun exige une « géographie volontaire » pour maîtriser les mouvements de population, éviter les déracinements inutiles et favoriser le ré-enracinement. Chacun sait qu'une ville se congestionne au-delà de deux millions d'habitants, qu'il faut au contraire composer ville et campagne dans un ensemble urbain hiérarchisé. Et pourtant le Système entasse la main d'œuvre sur des aires métropolitaines, élève des tours et saigne le tissu urbain par des autoroutes. Parce que c'est plus « rentable ».

L'intérêt commun demande la redéfinition du rôle de l'économie dans la cité : qualité des objets produits, rotation des tâches, abandon de la psychose du « vendre » à tout prix, éclatement d'entreprises géantes, sociogestion en liaison avec les pouvoirs locaux. Il faudrait dix ou quinze ans pour amorcer le changement. Mais il n'y aura pas d'innovations réelles : cela fait perdre de l'argent.

L'intérêt commun réclame une politique familiale, scolaire, de santé qui réduise à échelle humaine les organismes auxquels nous avons affaire. Il faudrait un nouveau droit de citoyenneté qui permette les initiatives dans un cadre de large démocratie locale. Il faudrait aussi des rites, des fêtes qui soient autre chose que le spectacle commercial orchestré par les mass media.

Malgré notre désir de vivre une vie différente, il ne se passera rien dans l'immédiat. Parce que toute tentative se heurte aux routines, aux privilèges d'une minorité, à la complicité des « marchands » et des politiciens dans la seule dimension apte à maîtriser les mutations de notre temps : la dimension politique.

A QUI PROFITE LE SYSTEME ?

Mais tout le monde n'est pas perdant dans l'opération. Le Système a ses enfants chéris, ceux qu'il rétribue grassement en échange de leur soumission. Jamais les salaires des cadres de l'industrie n'ont été autant augmentés. C'est vrai dans la publicité, la presse, les affaires... Et puis la société industrielle flatte tellement la volonté de puissance. Quelle ivresse de modeler une région, de dessiner une ville, de construire une tour ! Manipuler un peuple en se réservant la meilleure part ! Faire vivre les autres en esclavage dans les banlieues quand on habite les « beaux quartiers » et qu'on dispose d'un havre de paix à la campagne ! Mener une vie agréable entre « gens cultivés » avec l'argent gagné sur le dos des autres, dans la promotion immobilière par exemple ! En défendant leurs privilèges, certaines castes d'énarques ou de brillants diplômés maintiennent le peuple de France en état de servitude.

Pour participer à ces privilèges, il faut connaître les règles du jeu. Une fois introduit, le nouveau venu opère sa soumission pour faire oublier ses origines. Le cynisme vient bientôt effacer tout souvenir sur ceux qui souffrent. Loin des yeux, loin du cœur.

Comment s'attaquer à un adversaire qui n'a pas de visage ? Comment se révolter lorsque la moindre tentative de sortie est habilement récupérée dans une optique mercantile ? Avec quelle culture peut-on faire front lorsque celle-ci est filtrée par le « marchand » ?

La seule solution consiste en une révolution qui mettra fin aux privilèges de quelques-uns. Son efficacité reste subordonnée à la capacité du levier politique de résister aux pressions du « marchand » et de ses complices.

Béatrice LE FAVRIL

royalistes et révolutionnaires

Tout citoyen, à quelque famille d'esprit qu'il appartienne, ressent plus ou moins confusément l'importance des changements considérables qu'impose à la société le développement de la civilisation industrielle. Beaucoup sont bien conscients que pareils bouleversements ne vont pas sans profondes conséquences humaines. Que l'on songe à quel point la France, la substance même du pays, a changé depuis vingt ans. Ces villes qui doublent un peu partout, cette inflation du secteur tertiaire avec le développement sans précédent des emplois de bureaux, ces quatre millions de travailleurs immigrés, « implantés » chez nous pour faire tourner une machine économique qui ne parvient pas encore à fonctionner avec les seuls esclaves mécaniques. Insensé serait celui qui face à de telles réalités penserait que tout va bien, qu'il n'y a qu'à continuer comme cela sans problème, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

LE DISCOURS SUR LE CHANGEMENT

M. Giscard d'Estaing ne reprendrait pas sans cesse le refrain sur le changement s'il ne sentait que le public en demande, que l'opinion acquiesce. Lui et son équipe sont suffisamment rodés dans les pratiques du « marketing » politique pour que thèmes, refrains et slogans n'aient pas été travaillés, testés. A cela s'ajoute qu'il y a incontestablement une affinité entre l'idéologie technocratique dont le système Giscard est une superstructure et l'image de marque choisie. Le système industriel moderne dans son ensemble n'est-il pas fondé sur le mythe de l'innovation permanente ? Un progrès indéfini, une croissance ininterrompue, une abondance toujours plus grande sont les ressorts d'un système dont la raison d'être est l'efficacité. Tout individu est appelé à se dépenser, à être performant pour accélérer le taux de production. La créativité doit donc se manifester partout et l'école technocratique sans cesse provoque l'individu pour que sa volonté de promotion s'identifie à sa volonté de puissance.

Dès lors, voilà un président, voilà un Etat qui sont sur la même lancée et qui voudraient que les structures politiques marchent au même rythme que les structures économiques. Mais alors, le changement ? Il n'est que la perpétuelle remise au point, l'adaptation qui fera que ce qui ne marchait pas au même rythme sera réaccordé au mouvement général.

LE SYSTEME MITTERRAND

Si Giscard, c'est le changement, la gauche ce n'est tout de même pas l'immobilisme ! ? Même si elle ne l'avoue pas, la gauche (P.S.-P.C.-Radicaux de gauche) s'est trouvée un peu décontenancée par le nouveau style du régime, cette volonté affichée de réformer sans désenparier. Et puis ce libéralisme, c'est tellement séduisant, même si ça n'est que le masque de la pourriture bourgeoise... De toute façon, le régime occupe le terrain. Et comme l'opposition,

dans des institutions où tout se joue au spectacle, au beau geste, à la déclaration qui tombe au bon moment, ne peut se manifester que théâtralement, elle reste depuis deux mois dans la coulisse.

Pourtant les sondages lui accordent de nouveaux points. C'est que par delà le spectacle, le « marketing », se dessine un mouvement de protestation. Toute une part du pays, souvent la plus laborieuse, souvent la plus jeune, ne peut que concevoir de la répulsion à l'égard d'un système que l'on devine malgré les professions de foi, livré à l'appétit sans limites d'une caste. C'est aussi que l'on refuse la logique du système néocapitaliste et technocratique, dont on ressent dans sa vie quotidienne, professionnelle, familiale, les retombées qui vous gâchent l'existence. Ce que l'on désirerait, c'est vivre dans une communauté où l'on est reconnu, où l'on peut échanger, se retrouver solidaires, exercer des responsabilités ; on voudrait encore... un cadre de vie où la nature n'ait pas été sacagée ; une région maîtresse de ses destinées intérieures, fidèle à des traditions vivantes et à son âme.

Mais tout cela, le système Mitterrand-Marchais le veut-il vraiment ? Se dispose-t-il à le réaliser progressivement ? La réponse est négative. Il suffit de lire le programme commun pour être édifié. Voire même les bulletins ou revues qui se veulent les plus « avant-gardistes » à l'intérieur du parti socialiste, pour constater que l'on ne sort pas du système. Loin de désirer seulement sa perte, on imagine une alternative qui pourrait le sauver.

LA REVOLUTION ROYALISTE

De redistribution complète des pouvoirs qu'il faudrait arracher aux mains de l'Etat, il n'est pas même question. D'un nouveau modèle de développement qui répudierait le productivisme, nulle trace. D'une répudiation du mythe de l'école unique embrigadant les intelligences et les modelant au gré du système, il n'est dit mot. Ce serait même un sacrilège. Au contraire, tout ce qui est dit, irait dans le sens d'un renforcement de l'autoritarisme, du planisme de l'Etat central. Le vieux jacobinisme, le « parisianisme » n'ont pas été répudiés. Au contraire...

Alors ? Système Giscard ou système Mitterrand, malgré les nuances, qu'importe !

Ceux qui croient avec nous qu'il s'agit des deux alternatives d'un système inacceptable, devront consentir à s'engager dans une autre voie, révolutionnaire celle-là. Tel est notre projet royaliste que nous voudrions faire partager à tous, selon le vœu du comte de Paris :

« Au moment où il faut réaliser la plus grande et la plus rapide mutation de notre histoire qui bouleversera, qu'on le veuille ou non, nos structures sociales et modifiera radicalement les conditions de vie de chacun, tous les Français doivent être conviés à réaliser en commun cette immense entreprise... »

Michel DOHIS



voir page 16

briser les routines

« De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! » Voilà le sens de la politique à mener sur plusieurs générations pour sortir notre pays d'une gestion au jour le jour, uniquement guidée par le profit et l'enrichissement d'une caste de politiciens et d'entrepreneurs-banquiers.

« La France est le plus gigantesque des projets » dit Pierre Boutang. Il suffit de prendre — avec résolution et patience — les problèmes un par un, de les résoudre sans craindre de s'attaquer aux habitudes et aux mentalités acquises.

UNE « NOUVELLE DONNE »

A notre époque de massification et de solitude, il se manifeste une volonté très nette de se ré-enraciner, un besoin exprimé par le plus grand nombre de renouer avec ses origines, avec une terre, une culture, quelquefois une langue. Il s'agit de lutter contre la dépersonnalisation, la réduction de chacun d'entre nous à un modèle passe-partout.

D'où une nouvelle organisation des pouvoirs et un renversement des rapports entre l'Etat et les collectivités locales. De la commune à la région, des assemblées élues représentant les forces vives — syndicats, professions, habitants — désigneraient un exécutif qu'elles pourraient renouveler régulièrement. Ces assemblées émanant les unes des autres permettraient une meilleure circulation de l'information, une meilleure expression des points de vue, revendications et propositions. Dans ce cadre ramené à une taille plus humaine, les contrôles seraient possibles. La planification souple, les schémas d'urbanisme, l'enseignement, la recherche... seraient partagés entre les diverses instances, du canton à l'exécutif régional.

Cette nouvelle répartition implique que des moyens financiers importants soient attribués à ces collectivités. Le produit des impôts, au lieu de s'évaporer dans des opérations dont on ignore le coût réel, pourrait être en grande partie affecté aux institutions locales et régionales. Par exemple, en Allemagne, l'Etat perçoit moins d'impôts que les « Laender » (régions).

A ce moment-là, les politiques hardies pour-

ront porter leurs fruits. Toutes les conceptions qui président à l'organisation du travail, au cadre de vie, aux loisirs, sont à revoir, à réadapter en tenant compte des caractères spécifiques à chaque groupe. Pourquoi n'y aurait-il qu'un canal scolaire unique, dépourvu de liens avec les réalités locales et régionales, aux programmes uniformes qui fabriquent à la chaîne des déracinés, des inadaptés ? Pourquoi ne pas repeupler la France en développant une mentalité « pionnier », en offrant des responsabilités dans des régions quasiment désertées actuellement où le travail et les loisirs, le monde moderne et la nature pourraient se réconcilier ? Pourquoi feindre d'ignorer les besoins des provinces à forte personnalité culturelle et les pousser au séparatisme alors que le pouvoir régional apporte une solution ? Pourquoi ne pas tenter dans les entreprises des expériences audacieuses qui tourneraient les routines patronales et syndicales ?

Utopie ? Oui, et même dangereuse s'il n'y a pas une volonté politique, une cellule centrale coordinatrice — assistée d'une administration légère — qui préside aux destinées du pays et voit au-delà du court terme.

L'ESPACE DE LA GRANDE POLITIQUE

Cette cellule serait la monarchie, pouvoir personnalisé dans une famille, dans un homme. Celui-ci n'est pas un « manager », un technicien pur. Il agit dans le domaine de la grande politique, de l'arbitrage c'est-à-dire de la justice.

« Un pays ne saurait se prétendre réellement libre que si la puissance politique y est réduite au minimum indispensable. »

Henri, Comte de Paris.

Ce qui ne l'empêche pas de faire appel aux ministres les plus capables, les mieux à même de mener une politique cohérente. Il a le souci de l'ensemble des Français et non d'une fraction qui lui servira à se faire élire.

Cet Etat, désencombré de toutes les tâches inutiles qui l'accablent actuellement, peut faire confiance aux pouvoirs locaux car il ne dépend pas d'eux pour sa réélection. Il a alors la possibilité d'exercer ses fonctions essentielles en

toute indépendance : diplomatie et défense, mais aussi grands arbitrages économiques et sociaux. Etre l'incitateur, le guide, l'arbitre entre des forces contradictoires : rééquilibrer le développement entre les régions, dont certaines sont à l'heure actuelle abandonnées à leur triste sort, éviter les luttes de clans et l'éclatement du pays, résoudre la question sociale.

La monarchie peut indiquer les priorités nationales. Par exemple reconnaître que l'inflation ne se résorbe pas avec des mesures d'ordre technique, mais nécessite entre autres la suppression de la spéculation urbaine et la réorganisation vers une économie de la qualité. Ou encore accueillir décemment les immigrés dans une perspective à long terme de formation professionnelle dont profiteraient les pays du Tiers-monde. Et même de réinsérer le « troisième âge » dans la cité par un urbanisme accueillant pour les familles.

Car la famille royale est avant tout une famille comme les autres, accordée au rythme de la vie. La succession héréditaire permet le renouvellement des générations aux leviers de décisions, l'association de la jeunesse au pouvoir.

La monarchie n'est pas un prêt-à-porter. Elle ne s'expose pas dans un programme détaillé. Changeante comme la vie, elle sait s'adapter à son temps, toujours identique dans son principe mais différente dans ses expressions à travers l'histoire. Son grand avantage est de pouvoir guider les révolutions par en haut.

Parce qu'elle dispose du temps et utilise les compétences qui s'annulent aujourd'hui — Giscard et Mitterrand pourraient être ministres dans un gouvernement monarchique — elle est à même de mener les bouleversements nécessaires. Ce n'est pas une solution miracle mais la possibilité d'une plus grande marge de manœuvre.

Telle est la voie qui peut permettre à la société post-industrielle d'accomplir les mutations à la mesure de notre époque tout en élaborant une véritable civilisation.

François WAGNER

gérard
leclerc

UN
AUTRE
MAURRAS

« En 1968, il aurait eu cent ans ! Pour certains, dont Gérard Leclerc, ce fut la révélation.

Maurras éclairait le sens du Mai révolutionnaire, ce fut l'amorce d'une nouvelle lecture de l'auteur de l'« Avenir de l'Intelligence ».

C'était un « autre Maurras ». Un autre, parce que différent de l'image que ses ennemis et même ses amis s'en faisaient. Plus vrai, parce que fidèle à un secret et à un destin.

Voici, dans sa vraie stature, ce philosophe politique dans son dialogue avec ses pairs, Marx, Comte ou Nietzsche et son appel aux générations qui veulent un projet de civilisation pour leur temps ».

libérer la nation

1914. Un peuple jeté dans une guerre mal préparée, qui entame un calvaire de quatre années. Des millions de morts et de mutilés, la France exsangue, atteinte dans son génie (Péguy et tant d'autres) et dans son esprit d'entreprise. Elle ne s'en remettra pas, pendant les vingt années de l'entre-deux-guerres.

1940. L'exode et l'invasion comme conséquences d'un affrontement inéluctable, mais pour lequel, une fois encore, nous n'étions pas prêts. Les privations pour la plupart, et l'horreur sans nom de la déportation pour ceux qui continuent le combat.

Deux fois, en un demi-siècle, les Français ont pu mesurer le prix de l'indépendance — quand elle fut perdue — et les résultats funestes d'une politique inconstante et inconsistante. Ils ont pu apprécier — quand il disparut — le **caractère protecteur de la nation**, sans laquelle il n'y a ni liberté, ni prospérité, ni existence possible.

Ce qui réduit à néant les théories du renoncement national, celles de l'intégration dans un ensemble supranational ou de la fusion dans quelque empire. La ruine de la nation serait notre perte, elle marquerait notre dépossession, le début de notre **esclavage**. Car le péril n'est pas seulement militaire. Il est politique et économique, il menace ce que nous sommes — notre langue et notre civilisation — aussi bien que ce que nous avons. On l'a vu il n'y a pas si longtemps, sous la IV^e République, lorsqu'un pouvoir trop faible tomba sous la coupe des Etats-Unis, ne vivant que de ses subsides, laissant s'installer sur notre sol des bases militaires, orientant toute sa politique sur celle de Washington. Jusqu'au mode de vie, à la façon de parler, à la culture qui était importées d'Outre-Atlantique.

UNE TENTATIVE MANQUEE

On a connu, après 1958, une réaction à cet assujettissement, qui coïncida avec l'esquisse d'une restauration de l'Etat. Doté à nouveau des moyens d'une certaine indépendance, assuré d'une stabilité indéniable, disposant d'une relative continuité, l'Etat pouvait **dégager la nation de l'emprise extérieure**, la désenclaver du bloc américain, tenter enfin la définition d'un projet diplomatique cohérent assurant à la France la maîtrise de son destin. Ce fut la constitution de notre **force de dissuasion**, cent fois moquée, mais qui assure notre protection pour cette simple raison qu'elle fait peser sur l'agresseur éventuel une menace supérieure à l'enjeu que nous représentons. Ce fut le retrait de l'OTAN, et donc le départ de troupes étrangères n'assurant qu'une protection illusoire. Ce fut aussi une

nouvelle politique tournée vers le Tiers-Monde africain, arabe et latino-américain, vers toutes les nations qui entendaient, comme la France se libérer ou se préserver des hégémonies américaine ou soviétique.

Il faut regretter, par contre, que cet effort, sensible également sur le plan monétaire, n'ait pas été plus net à l'égard des firmes multinationales — américaines en particulier. Il faut aussi regretter que, faute d'un projet cohérent de la société, la France ait continué à subir la fascination du mode de production et de vie américain, dont notre « société de consommation » est la copie conforme. Mai 1968 était au bout du chemin, comme sanction de cette erreur, première révolte contre une société industrielle privilégiant la quantité des produits au détriment de la qualité de la vie. Ce qui montre que l'indépendance est un tout, qui retentit profondément sur la vie d'un peuple, dans son caractère le plus quotidien.

On pourrait ainsi débattre longuement des succès et des lacunes de la diplomatie gaulienne. Mais il faut aller à l'essentiel, pour constater que le général de Gaulle s'est trouvé confronté au problème du temps, que les institutions de la V^e République ne lui permettaient pas de dominer. Lui parti, lui disparu, **tout était remis en question**. On ne s'en est guère aperçu avec le Président Pompidou, qui n'opéra pas de renversement brutal dans la politique extérieure de la France. Ce fut simplement le temps de l'immobilisme, de la timidité, troublé de temps à autre par quelques initiatives malencontreuses, tel le référendum sur l'Europe : une Europe qui ne peut se constituer en unité politique et qui, comme on le constate aujourd'hui, éclate sous la pression des difficultés économiques. Comme quoi le manque d'imagination et de fermeté de l'Etat conduit à une diplomatie sans envergure ni cohérence véritable.

LE DANGER DE L'ATLANTISME

Qu'en est-il aujourd'hui, depuis la rupture marquée par l'élection de Giscard d'Estaing ? Sans faire de procès d'intention, force est de constater que la nouvelle équipe **fait retour au protectorat américain** : n'a-t-elle pas souscrit aux thèses éculées d'une « charte atlantique » qui nous place à nouveau sous la dépendance politique des Etats-Unis, et qui, à la lettre, mène tout droit à l'intégration de notre force nucléaire dans le dispositif militaire américain ? On ne saurait s'en étonner, puisque le Président de la République a toujours été le défenseur d'une caste qui voit dans Washington le meilleur garant de ses intérêts. On ne saurait s'en

étonner, quand on voit participer à la direction de la France un Lecanuet, pro-américain notoire, et un Abelin, administrateur de la firme américaine ITT, bien connue pour ses activités subversives au Chili.

Faut-il donc que, à dates régulières, pour un **léger glissement de voix**, la France connaisse ces brusques ruptures, ces remises en cause perpétuelles de son indépendance, de son existence même ? Faut-il qu'à nouveau notre sécurité dépende de l'humeur d'un pays étranger, que notre mode de vie en soit la triste imitation, que notre langue soit menacée et que des centaines de milliers de travailleurs dépendent du bon vouloir de directions installées outre-Atlantique ou outre-Rhin ?

UNE NOUVELLE AVENTURE CAPETIENNE

La France a pourtant les moyens de son indépendance économique et militaire à l'égard de la double hégémonie soviéto-américaine. Il suffirait qu'elle s'en donne **les moyens politiques** pour que tout renaisse, pour qu'elle soit à nouveau en mesure de maîtriser son avenir. Sans doute la France est-elle une nation moyenne. Elle l'a toujours été, ce qui ne l'a pas empêché de résister victorieusement aux entreprises impérialistes, avec François I^{er} contre Charles Quint, avec Louis XIII et Richelieu contre la Maison d'Autriche.

Par tradition et par situation, grâce au réseau d'amitiés qui la lie à de nombreux pays, par la civilisation à laquelle elle participe, la France peut mener une **vaste politique d'alliance et de coopération**. Le champ de son action est vaste, qui s'étend des pays riverains de la Méditerranée au Canada, de l'Afrique au continent sud-américain. Il suffirait de quelque constance dans le dessein, de fermeté dans sa réalisation, de liberté véritable à l'égard des blocs pour que notre nation devienne la **fédératrice des petites et moyennes nations** aujourd'hui soumises au jeu des impérialismes. Une grande aventure pourrait naître, non de domination mais d'échanges réciproques — économiques aussi bien que culturels. Une aventure animée par l'esprit de liberté et par la volonté de trouver une réponse aux problèmes posés par la société industrielle.

Aventure capétienne par excellence, puisque la monarchie représente l'indépendance et la stabilité de l'Etat, tandis que, par la succession héréditaire elle triomphe de la mort s'appuyant sur le temps au lieu d'en être la victime.

Bertrand RENOUVIN

Pour tous renseignements concernant la N.A.F. et ses activités dans votre département, vous pouvez écrire à nos correspondants.

- 01 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 02 Mlle M.-F. Coustenoble, 19, rue de Charleville - 02500 Hirson.
 - 03 M. Ch.-M. Laubser, Les Pins, Creuzier-Le-Vieux - 03300, par Cusset.
 - 04 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 05 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 06 M. Kervignac, « Le Cendrillon », 27, rue Aurelienne - 06150 Cannes-la-Bocca.
 - 07 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 08 M. Jean-Pierre Helluy, 15, rue Madame-Curie - 08100 Charleville-Mézières.
 - 09 N.A.F. Languedoc-Roussillon, M. Marc Vandesande, 40, rue Bourrely - 34000 Montpellier.
 - 10 M. Jean-Marie Pérès, 21, bd Danton - 10000 Troyes.
 - 11 N.A.F. Languedoc-Roussillon, M. Marc Vandesande, 40, rue Bourrely - 34000 Montpellier.
 - 13 M. Frank Charriol, 9, avenue Victor-Hugo - 13100 Aix-en-Provence.
 - 14 N.A.F. Normandie, 39, rue de Fontenelle - 76000 Rouen.
 - 18 Xavier Bazot, 18 bis, rue Moyenne - 18000 Bourges.
 - 20 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 21 Patrick Pouillot, 6, rue Audra - 21000 Dijon.
 - 22 N.A.F. Bretagne, 16, rue de Châteaudun - 35000 Rennes.
 - 25 Comité Renouvin, 58, rue Battant - 25000 Besançon.
 - 26 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 27 N.A.F. 39, rue de Fontenelle - 76000 Rouen.
 - 29 Mme J. de Monneron, 4, rue Georges-Clemenceau - 29210 Morlaix.
 - 30 M. J.-J. Boisserolle, B.P. 119, R.P. 84000 Avignon.
 - 31 N.A.F. Languedoc-Roussillon, M. Marc Vandesande, 40, rue Bourrely - 34000 Montpellier.
 - 33 N.A.F. 59, Quai des Chartrons - 33000 Bordeaux.
 - 34 M. Marc Vandesande, 40, rue Bourrely - 34000 Montpellier.
 - 35 N.A.F. 16, rue de Châteaudun - 35000 Rennes.
 - 37 N.A.F. B.P. 49, Rives du Cher - 37004 Tours. Cédex.
 - 38 N.A.F. 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 39 Michel Paris, 6, rue Montroland - 39000 Dôle.
 - 40 N.A.F. 59, Quai des Chartrons - 33000 Bordeaux.
 - 41 M. Hugues de Froberville, Monthou-sur-Bièvre - 41120 Les Montils.
 - 45 M. Guy Lemaigren, 12, rue Eudoxe-Marcille - 45000 Orléans.
 - 49 M. Pierre Bricault, B.P. 14 - 49001 Angers. Cédex.
 - 50 N.A.F. Normandie, 39, rue de Fontenelle - 76000 Rouen.
 - 56 Mlle de Prunelé, Trécesson, Campeneac - 56800 Ploermel.
 - 57 M. Gérard Wetzell, 26-28, rue des Clercs - 57000 Metz.
 - 59 N.A.F. 37, rue Alexandre-Leleux - 59000 Lille.
 - 60 M. Michel Dossus, Résidence Les Tulipes, app. P 13, 11, Square du Commandant-Fournaise - 60200 Compiègne.
 - 61 M. François Eudier, 26, rue du Jeudi - 61000 Alençon.
 - 62 N.A.F. 37, rue Alexandre-Leleux - 59000 Lille.
 - 63 M. Ch.-M. Laubser, Les Pins, Creuzier-le-Vieux - 03300 Cusset.
 - 64 M. Pierre Lapébie, 29, chemin de l'Union - 64400 Oloron-Sainte-Marie.
 - 66 N.A.F. Languedoc-Roussillon, M. Marc Vandesande, 40, rue Bourrely - 34000 Montpellier.
 - 67 Mme Baly, 2, Quai des Alpes - 67000 Strasbourg.
 - 68 Mme Baly, 2, Quai des Alpes - 67000 Strasbourg.
 - 69 Mlle Catherine Girod, 24, rue Vaubecourt - 69002 Lyon.
 - 72 M. Thibaut Delaroche, 14, rue Gervais Chevallier - 72340 La Chartre-sur-le-Loir.
 - 73 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 74 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 76 N.A.F. 39, rue de Fontenelle - 76000 Rouen.
 - 80 M. Henri Beague, 33, rue V.-Commant - 80000 Amiens.
 - 81 N.A.F. Languedoc-Roussillon, M. Marc Vandesande, 40, rue Bourrely - 34000 Montpellier.
 - 83 N.A.F. Sud-Est, 4, Square des Postes - 38000 Grenoble.
 - 84 M. J.-J. Boisserolle, B.P. 119, R.P. - 84000 Avignon.
 - 85 M. François Guerry, La Copechagnière - 85260 L'Herbergement.
 - 88 Mme Denis, 10, rue Pasteur - 88000 Epinal.
- Paris et Région Parisienne, N.A.F. 17, rue des Petits-Champs - 75001 Paris.



tee-shirt

« Révolution royaliste »
3 tailles - Franco 23 F

I.P.N.
B.P. 558
75026 Paris Cedex 01
C.C.P. La Source 33 537-41

affiches

Une affiche deux couleurs de format 60 x 80 est disponible.

Elle a été spécialement conçue pour faire connaître l'hebdo et le Projet Royaliste.

Tarif :

10 ex. :	5 F (franco 7 F)
50 ex. :	22 F (franco 28 F)
100 ex. :	42 F (franco 50 F)
500 ex. :	190 F (franco 230 F)

autocollants

De format 8 x 11 cm cet autocollant est disponible au tarif suivant :

50 ex. :	5 F (franco 6 F)
100 ex. :	8 F (franco 10 F)
500 ex. :	30 F (franco 33 F)

Commandes (accompagnées de leur règlement) à la NAF, 17, rue des Petits-Champs, 75001 - Paris - CCP 642-31 Paris.

numéro de rentrée :

N.A.F. n° 171

le 4 septembre 1974

antoine hervouet

Nous préparions ce numéro spécial d'été, lorsque nous est parvenue la terrible nouvelle. Notre ami, notre camarade de combat, j'allais dire notre frère, et c'est le mot juste, Antoine Hervouet, était mort victime d'un accident de la route.

Lecteurs qui ne nous connaissez guère et qui ne l'avez pas connu, sachez qu'il avait vingt ans, et qu'à lui seul il était la jeunesse, l'enthousiasme, la joie, la générosité, la foi, le meilleur de nous-même, de notre œuvre, de cette n.a.f. qui n'a que trois ans et dont il fut l'un des tous premiers militants.

On ne meurt pas ! disait Charles Maurras, apprenant la disparition d'un tout jeune compagnon au début de ce siècle. C'est une certitude de Foi. Notre ami Antoine reste présent parmi nous. Il avait décidé de rentrer en septembre au séminaire français de Rome, et le Seigneur l'a pris alors qu'il allait rendre visite à son supérieur. Il était déjà tout donné.

Nous joignons notre peine à celle de ses parents, le Docteur et Madame Hervouet, ses frères et sœurs, tous, nos amis.

Gérard LECLERC

CE NUMERO VOUS A INTERESSE ? DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS !

1 ex. : 3 F
5 ex. : 11 F
10 ex. : 20 F
50 ex. : 75 F
100 ex. : 120 F

Commandes accompagnées de leur règlement à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris.

la nouvelle action française

- diffuse les idées royalistes
 - des livres (Le projet royaliste, Un autre Maurras...)
 - une revue : Arsenal
 - un hebdomadaire : la N.A.F.
- tisse un réseau militant implanté dans toute la France
 - assume un soutien matériel
 - lieu d'échanges et de rencontres rassemblant des personnes venues de tous horizons
 - assure le soutien financier de la N.A.F.
- constitue un lieu de réflexion sur les problèmes de notre temps (Etat, société, nation)
 - cercles d'études
 - sessions de week-end
 - camps d'été

les aubiers

Le camp de formation organisé par la N.A.F. aura pour cadre cette année le centre de la Bretagne, en bordure de la forêt de Paimpont, dans notre « université de campagne » de la rue des Aubiers.

Il se tiendra du dimanche 1^{er} au mercredi 11 septembre.

Ces dates ont été choisies pour permettre au plus grand nombre de participer et de se préparer pour être efficaces dès la rentrée.

Après la campagne présidentielle de Bertrand Renouvin et l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, il n'est pas besoin d'insister sur la dimension nouvelle du combat de

la N.A.F. ni sur les chances que les royalistes pourront saisir lors des crises qui ne manqueront pas de survenir.

Dans une ambiance détendue et amicale, nous réfléchirons ensemble sous la direction de Gérard Leclerc. Pendant dix jours, des militants plus anciens vous aideront dans les différentes activités : groupes de discussion, travail personnel, sérigraphie, rédaction de tracts, usage d'une ronéo, etc.

Une documentation et des bulletins d'inscription sont à votre disposition.

Prix du camp : 180 F tout compris pour les inscriptions parvenues avant le 1^{er} août. 210 F après cette date.

NE TARDEZ PAS A NOUS ENVOYER VOTRE INSCRIPTION, C'EST URGENT !

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

le projet royaliste

libérons l'état

- de la dictature des partis et des groupes d'intérêt
- afin qu'il puisse assurer la justice dans l'indépendance et la continuité
- afin qu'il puisse réaliser l'unité de la nation par delà les clivages idéologiques et sociaux

libérons la société

- de la dictature des "marchands" et des technocrates
- afin que les citoyens puissent reconquérir les pouvoirs
- et construire ensemble une civilisation qualitative et communautaire

libérons la nation

- de la menace des grandes hégémonies
- afin qu'elle puisse maîtriser son destin
- et développer une politique de coopération avec tous les peuples

bertrand
renouvin

le
projet
royaliste

un
livre
de
bertrand
renouvin

« On ose parler de tout : de la révolution, du prolétariat, du syndicalisme. Et sans jeter d'anathème.

C'est l'avenir qui intéresse ces royalistes, et ils ont, sur ce sujet, autant d'idées à proposer que d'autres, si ce n'est plus. Sous prétexte d'idées reçues, il serait dommage de ne pas prendre connaissance des leurs. »

Noël-Jean BERGEROUX

(« Le Monde » - 12 décembre 1973)

I.P.N. - B.P. 558 - 75026 Paris Cédex 01 - C.C.P. La Source 33 537-41

18 F franco